

sés, consommateurs de pétrole, pour exercer des pressions sur les producteurs. Ces préoccupations ont amené les Américains à considérer l'OTAN comme une alliance destinée à renforcer la position occidentale sur le plan économique comme sur le plan militaire.

Les changements survenus dans certains pays ont également provoqué des tensions et des incertitudes. Les plus importants sont peut-être que l'on constate aux États-Unis où la chute du régime sud-vietnamien a provoqué une réévaluation et un examen des orientations fondamentales de la politique étrangère. Ce débat ne peut manquer d'avoir des répercussions importantes sur l'OTAN, pour la simple raison que les États-Unis y jouent un rôle prédominant.

Les difficultés économiques de la Grande-Bretagne l'ont obligée à réduire considérablement ses forces armées et à se retirer de la Méditerranée. Cette décision, comme d'ailleurs le différend entre la Turquie et la Grèce, aura des conséquences néfastes pour le flanc sud, même si le renforcement des forces navales italiennes, récemment décidé, peut jusqu'à un certain point compenser le retrait britannique.

Finalement, et encore sur le flanc sud, il y a le Portugal. Après des décennies d'une dictature de droite, la majorité des Portugais essaie de mettre sur pied la démocratie. Nous, au Canada, nous bénéficions de ce régime depuis un siècle—de 1867 à 1975, il y a plus d'un siècle—aussi nous ne comprenons peut-être pas bien les difficultés de cette entreprise. Il est fort possible que cette tentative échoue et se solde par une dictature de gauche. Ce serait une catastrophe, comme le serait d'ailleurs le retour à une dictature de droite.

J'ai constaté avec plaisir que le gouvernement a invité à Ottawa une mission portugaise pour que soient discutés des accords de commerce bilatéraux. Tous les efforts déployés par le Canada pour renforcer les forces démocratiques du Portugal sont valables. Il est sûr que, d'un point de vue strictement militaire, les changements survenus dans ce pays accentuent les incertitudes que connaît l'OTAN, mais nous devons accepter cette situation et essayer de montrer aux Portugais que l'OTAN peut se révéler bénéfique tant du point de vue économique que militaire et qu'il peut favoriser la démocratie. Pour résumer la situation du Portugal, je citerai un extrait d'un éditorial du *Journal d'Edmonton*:

Laissons le Portugal régler lui-même ses affaires intérieures et forger son destin. Quel que soit le Portugal qui sortira des bouleversements actuels, l'OTAN aura avantage à nouer de saines relations avec lui plutôt que de se lier aux forces de réaction et de répression qui ont provoqué une disgrâce et une chute inévitables.

Ayant achevé ce bref examen de certaines tendances qui se manifestent à l'OTAN sur le plan politique, j'aborderai maintenant, monsieur le président, des questions plus directement militaires. Au moment même où l'évolution survenue sur le flanc sud menace la durabilité de l'OTAN comme alliance régionale, un déséquilibre sans précédent—et spécialement inquiétant—s'est établi entre les effectifs blindés des pays membres de l'OTAN et ceux du Pacte de Varsovie. Suivant l'Institut international des études stratégiques, les chiffres sont les suivants pour le nord et le centre de l'Europe: en ce qui concerne le personnel, OTAN, 620,000 hommes, Pacte de Varsovie, 910,000; mais sur le plan des grands chars de combat, OTAN, 7,000 Pacte de Varsovie, 20,000.

L'habitude s'est installée depuis une trentaine d'années de nous rassurer sur cet écart en pensant à la dissuasion nucléaire. C'est-à-dire que si l'URSS attaquerait au sol nos

Subsides

forces numériquement inférieures de l'Europe occidentale, nous nous disons que nous recourrions à l'arsenal terrestre des armes nucléaires tactiques. Cela m'a toujours paru bien peu satisfaisant. Je ne suis jamais arrivé à me persuader que l'on peut circonscrire l'emploi de l'arme atomique à un champ de bataille militaire, étroitement délimité. On peut bien imaginer par exemple que la première ogive nucléaire éclaterait sur une concentration de troupes; mais la suivante tomberait vraisemblablement sur une zone stratégique, et de zone en zone on en arrive à Washington et à Moscou, et l'holocauste est consommé.

D'autres que moi, j'en suis sûr, se demandent si ce n'est pas utopie ou folie pure que de compter uniquement sur la dissuasion atomique pour la défense de l'Europe occidentale. Nous avons vu l'OTAN passer de l'idée du fil piégé à celles de la réponse flexible puis des objectifs sélectifs, ces objectifs étant des installations militaires et non des villes. Il paraît que cela donne au président des États-Unis un éventail plus varié de solutions qu'auparavant. A supposer, bien sûr, qu'il survive à la solution une fois que l'adversaire aurait lui-même fait son choix.

La question de l'arme nucléaire de combat fait maintenant l'objet d'un important débat au sein de l'OTAN. L'amendement du sénateur Nunn à la Chambre haute américaine demandait au département de la Défense de justifier l'existence de 7,000 ogives nucléaires en Europe occidentale, alors que l'URSS en aurait de 3,500 à 7,000. Mais la question n'est pas là. L'importance du dispositif de dissuasion implanté par les États-Unis donne aux alliés de l'OTAN un sentiment injustifié de sécurité, qui les amène immédiatement à réduire leurs effectifs conventionnels. Mais par ailleurs, toute hésitation à recourir à la dissuasion encourage l'unique ennemi possible, et fait craindre aux Européens que la garantie d'appui stratégique des États-Unis ne s'évanouisse sous la menace d'une guerre nucléaire totale.

M. Schlesinger est un partisan convaincu de «l'équivalence essentielle». Comme il l'a signalé:

La prévention ne peut remplacer la défense: la capacité défensive, qui représente les possibilités de riposte offensive, est la condition essentielle de la prévention. Ce simple fait devient particulièrement évident au moment d'une crise, lorsqu'on se rend compte de plus en plus que des forces conçues uniquement à des fins de «prévention» ne sont pas considérées comme convaincantes, ni par les adversaires, ni par les usagers possibles.

La question de la nature convaincantes des moyens préventifs est cruciale. Tant que nous n'aurons qu'un moyen préventif nucléaire, tout agresseur dont les objectifs sont limités peut se dire que son agression ne provoquera pas une riposte nucléaire. Toute politique de défense raisonnable doit se fonder sur la capacité de réagir de façon équilibrée et convenable à de nombreuses situations.

S'il est essentiel pour la stabilité de l'Europe occidentale et, par conséquent, pour la sécurité du Canada que l'OTAN soit capable de réagir efficacement à de nombreuses situations différentes, il faut se poser deux questions au sujet de la participation du Canada: D'abord, faisons-nous notre part pour l'OTAN? Deuxièmement, l'argent que le Canada dépense est-il utilisé sagement? Comme le penserait sans doute toute personne impartiale, notre participation à l'OTAN devrait se fonder sur nos ressources et notre capacité à les engager. Après examen, on constate que notre budget militaire, calculé en tant que pourcentage de notre produit national brut, se classe douzième sur 13 et qu'il dépasse uniquement le budget du petit Luxembourg. Le Canada est un pays riche, mais il est le pays le plus mesquin de l'OTAN.